

Arrêté n° 993 CM du 11 juillet 2024 instituant une gratuité totale du réseau de transport en commun routier régulier Tere Tahiti du 26 juillet au 5 août 2024 pour les jeux Olympiques 2024

(NOR : DTT24201969AC-1)

Paru in extenso au journal officiel n°78 N du 17/07/2024 à la page 11101 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 17/07/2024

Le Président de la Polynésie française,
Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et la constatation des infractions en matière économique ;
Vu la loi du pays n° 2021-42 du 7 septembre 2021 visant à encourager l'exemplarité des pratiques économiques ;
Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière (code de la route) ;
Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 170 CM du 7 février 1992 modifié relatif à l'information et à la protection du consommateur sur le territoire de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 770 CM du 22 juin 2012 modifié fixant les tarifs maximums, TVA comprise, des transports publics réguliers de voyageurs pour l'île de Tahiti ;
Vu l'arrêté n° 1986 CM du 5 octobre 2018 modifié approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public du transport en commun terrestre régulier et scolaire sur l'île de Tahiti ;
Vu la convention cadre n° 7142 du 22 octobre 2018 modifiée de délégation de service public pour l'exploitation du réseau des transports en commun terrestres réguliers et scolaires sur l'île de Tahiti ;
Vu la convention cadre n° 5926 du 17 août 2022 modifiée relative à l'organisation et au succès des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;
Considérant les enjeux de développement des modes de déplacement terrestres non motorisés et des usages partagés des véhicules terrestres à moteur, afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et nuisances affectant l'environnement inscrits à l'article LP. 5. II de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 sus-référencée ;
Considérant l'évènement ponctuel que constitue l'accueil d'une épreuve des jeux Olympiques en Polynésie française ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 10 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er

En application de l'article 3 bis de l'arrêté n° 770 CM du 22 juin 2012 modifié fixant les tarifs maximums, TVA comprise, des transports publics réguliers de voyageurs pour l'île de Tahiti, une gratuité totale du réseau de transport en commun routier régulier Tere Tahiti est instaurée du 26 juillet 2024 au 5 août 2024, en raison des épreuves de surf des jeux Olympiques 2024.

Art. 2

Aucun abonnement ou titre de transport destiné à être utilisé uniquement pendant cette période ne peut être vendu.

Art. 3

Aucun crédit ne pourra être consommé sur les cartes prépayées pendant cette période.

Art. 4

Le délégataire est tenu de communiquer au moins 1 (une) semaine à l'avance en français, en anglais et en tahitien sur cette gratuité auprès de ses usagers sur son site internet et ses réseaux sociaux, par voie d'affichage en agence commerciale et dans tous les bus exploités sur le réseau Tere Tahiti.

Art. 5

Les agents assermentés des services en charge des affaires économiques et des transports terrestres sont chargés du contrôle de la mise en œuvre de la présente réglementation.

Art. 6

Sans préjudice des sanctions prévues par l'arrêté n° 770 CM du 22 juin 2012 fixant les tarifs maximums, TVA comprise, des transports publics réguliers de voyageurs pour l'île de Tahiti, en application de l'article 48 de la convention cadre n° 7142 du 22 octobre 2018 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau des transports en commun terrestres réguliers et scolaires sur l'île de Tahiti, le non-respect des articles 1 à 4 du présent arrêté est sanctionné par l'application des pénalités récapitulées à son annexe 16.

Art. 7

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, et le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS Réseau de Transport en Commun de Tahiti et publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juillet 2024.
Moetaï BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE